

STATISTICS CANADA — STATISTIQUE CANADA
Labour Division — Division du travail
Unemployment Insurance and Manpower Section — Section de l'assurance-chômage et de la main-d'œuvre

STATISTICAL REPORT ON THE OPERATION OF THE UNEMPLOYMENT INSURANCE ACT

RAPPORT STATISTIQUE SUR L'APPLICATION DE LA LOI SUR L'ASSURANCE-CHÔMAGE

JANUARY - 1973 - JANVIER

(Compiled from material supplied by the Unemployment Insurance Commission)

(D'après les renseignements fournis par la Commission d'assurance-chômage)

Published by Authority of
The Minister of Industry, Trade and Commerce

Publication autorisée par
le ministre de l'Industrie et du Commerce

June - 1973 - Juin
5-4204-509

Price - Prix: 20 cents
\$2.00 a year - par année

Vol. 32—No. 1

Statistics Canada should be credited when republishing all or any part of this document
Reproduction autorisée sous réserve d'indication de la source: Statistique Canada

Information Canada
Ottawa

TABLE OF CONTENTS

	Page
Commentary	3
<u>LIST OF TABLES</u>	
Table	
1. Selected Claims and Benefit Activities, by Province	4
2. Estimates of Persons Exposed to Unemployment Insurance	5
3. Initial and Renewal Claims Received in District Offices, by Province	6
4. Initial Claims Allowed by type and Renewal Claims Allowed, by Province	6
5. Claimants Currently Reporting to District Offices, by Number of Weeks on Claim, Province and Sex	7
6. Claimants Currently Reporting to District Offices, by Type, Province and Sex	8
7. Benefit Payment Activities, by Type of Benefit	9
8. Amount of Benefit Paid, by Province and Type	10
9. Reasons for Disqualification for Benefit, by Province	11
10. Disposition of Initial and Renewal Claims, by Province	12
11. Regional Unemployment Rates	13
Map of U.I.C. Regions	10a
Appendix	
I. Unemployment Insurance in Canada	15

SYMBOLS

The following standard symbols are used in Statistics Canada publications:

- .. figures not available.
- ... figures not appropriate or not applicable.
- nil or zero.
- amount too small to be expressed.
- r revised figures.

TABLE DES MATIÈRES

	Page
Commentaire	3
<u>LISTE DES TABLEAUX</u>	
Tableau	
1. Certaines données relatives aux demandes de prestations et aux prestations, par province	4
2. Estimation du nombre de personnes assujetties à l'assurance-chômage	5
3. Demandes initiales et demandes renouvelées reçues aux bureaux de district, par province	6
4. Demandes initiales renouvelées acceptées selon le genre et demandes renouvelées acceptées, par province	6
5. Prestataires qui envoient des déclarations de chômage aux bureaux de district, selon le nombre de semaines écoulées de la période de prestations, la province et le sexe	7
6. Prestataires qui envoient des déclarations de chômage aux bureaux de district, selon le genre de prestations, la province et le sexe	8
7. Service des prestations, selon le genre de prestations	9
8. Montant des prestations servies, par province et par genre	10
9. Raisons des exclusions du bénéfice des prestations, par province	11
10. Suite donnée aux demandes initiales et aux demandes renouvelées, par province	12
11. Taux régional de chômage	13
Carte des régions de la C.A.C.	10a
Annexe	
I. L'assurance-chômage au Canada	15

SIGNES CONVENTIONNELS

Les signes conventionnels suivants sont employés uniformément dans les publications de Statistique Canada:

- .. nombres indisponibles.
- ... n'ayant pas lieu de figurer.
- néant ou zéro.
- nombres infimes.
- r nombres rectifiés.

JANUARY - 1973 - JANVIER

General

Commencing in 1973, the maximum weekly benefit was raised to \$107 from \$100 as a result of a boost in the average insurable earnings to \$160 from \$150. However, no claimant will be entitled to the maximum benefit until insurable earnings in the qualifying period average \$160. The maximum insurable earnings and therefore, the maximum benefit are subject to adjustment yearly based on an Index calculated from earnings of Canadian employees.

Initial and Renewal Claims

Initial and renewal claims received for unemployment insurance in January were 270,000, a decline of 2 % from the December 1972 total of 275,000. Claim loads were lighter in most provinces; however, Ontario reported an increase of 17 %. The current volume was 3 % less than the 280,000 received a year earlier.

Initial claims allowed numbered 239,000, an increase of 6 % from the December total of 226,000 and 25 % greater than the 192,000 allowed in January 1972.

Claimants at Month-End

The January 31 count showed a total of 1,056,000 claimants registered for unemployment insurance benefit, up 152,000 or 17 % from the December month-end inventory of 903,000. The rate of increase between these two months was less pronounced than for the same period of the four immediately preceding years in which the advances ranged between 20 % and 26 %. The current inventory is 229,000 or 28 % greater than the January 1972 month-end count of 827,000. All provinces recorded more claimants in the month ago and year ago comparisons.

Thirty-eight per cent of the claimants were on claim 14 weeks or more, the same proportion as in December but considerably higher than the 24 % in January 1972. Generally, little movement is experienced between December and January in the proportion of claimants on claim 14 weeks or more.

The proportion of claimants who are female declined in January to 37 % from 40 % in December. This is a normal occurrence between these months as the increase in the number of males outweighs heavily the rise in the number of females. The current proportion, however, is higher than in January 1972 when 32 % of the claimants were female.

Benefit Payments

Benefit paid in January amounted to \$244,000,000 up 53 % from the \$159,000,000 disbursed in December and 75 % from the \$140,000,000 in January 1972. The increase from the previous month was due for the most part to a 47 % rise in the number of weeks of benefit paid and to a lesser extent a 4 % advance in the average weekly payment to \$67.68 from \$64.99.

Généralités

À compter de 1973, la prestation hebdomadaire maximum est passée de \$100 à \$107, résultat d'une augmentation des gains assurables moyens, qui sont passés de \$150 à \$160. Toutefois, aucun prestataire n'aura droit à la prestation maximum avant que la moyenne des gains assurables de la période de référence n'atteigne \$160. Les gains assurables maximums et, partant, la prestation maximum sont sujets à une révision annuelle fondée sur un indice qui repose lui-même sur les gains des salariés canadiens.

Demandes initiales et demandes renouvelées

En janvier, le total des demandes initiales et renouvelées de prestations d'assurance-chômage a été de 270,000, soit une diminution de 2 % par rapport aux 275,000 de décembre 1972. Le nombre de demandes de prestations a fléchi dans la plupart des provinces; cependant, l'Ontario a enregistré une hausse de 17 %. Le nombre courant de demandes de prestations représente une diminution de 3 % par rapport aux 280,000 de l'an dernier à pareille date.

Le nombre de demandes initiales acceptées a été de 239,000, soit un accroissement de 6 % par rapport aux 226,000 de décembre et une augmentation de 25 % par rapport aux 192,000 de janvier 1972.

Prestataires à la fin du mois

Le 31 janvier, on comptait 1,056,000 prestataires d'assurance-chômage, soit une hausse de 152,000 (17 %) par rapport aux 903,000 de la fin décembre. Le taux d'augmentation mensuel a été moins important que le taux enregistré pour la période correspondante des quatre dernières années où les accroissements ont varié de 20 % à 26 %. Le total courant de prestataires est de 229,000, soit 28 % de plus que les 827,000 enregistrés à la fin de janvier 1972. Les comparaisons mensuelles et annuelles ont révélé que toutes les provinces ont enregistré un plus grand nombre de prestataires.

Quelque 38 % des prestataires étaient dans la catégorie 14 semaines et plus, soit le même pourcentage qu'en décembre; il s'agissait là d'une proportion considérablement supérieure aux 24 % de janvier 1972. En général, on constate peu de variation de décembre à janvier dans la proportion des prestataires de la catégorie 14 semaines et plus.

La proportion de femmes parmi les prestataires a diminué à 37 % en janvier, contre 40 % en décembre. C'est là une situation normale entre ces deux mois de l'année où l'accroissement du nombre des hommes surpassé fortement la hausse du nombre des femmes. Toutefois, la proportion actuelle est plus élevée qu'en janvier 1972 où 32 % des prestataires étaient des femmes.

Prestations servies

Le montant des prestations servies en janvier a totalisé 244 millions de dollars; il s'agissait là d'une progression de 53 % par rapport aux 159 millions versés en décembre et de 75 % par rapport aux 140 millions versés en janvier 1972. L'augmentation par rapport au mois précédent provient en majeure partie d'une hausse de 47 % du nombre de semaines de prestations servies et, à un moindre degré, d'une progression de 4 % de la moyenne des prestations hebdomadaires qui est passée de \$64.99 à \$67.68.

TABLE 1. Selected Claims and Benefit Activities, by Province, January 1973

TABLEAU 1. Certaines données relatives aux demandes de prestations et aux prestations, par province, janvier 1973

	Initial and renewal claims received Demandes initiales et demandes renouvelées reçues			Initial claims allowed(1) Demandes initiales acceptées(1)			Claimants at month-end Prestataires à la fin du mois		
	Number — Nombre	Per cent change from Taux de variation par rapport à		Number — Nombre	Per cent change from Taux de variation par rapport à		Number — Nombre	Per cent change from Taux de variation par rapport à	
		Dec. 1972	Jan. 1972 — Janv. 1972		Dec. 1972	Jan. 1972 — Janv. 1972		Dec. 1972	Jan. 1972 — Janv. 1972
CANADA	269,863	- 2	- 3	239,362	6	25	1,055,567	17	28
Newfoundland — Terre-Neuve	8,967	- 26	3	9,717	- 10	28	49,433	19	29
Prince Edward Island — Île-du-Prince-Édouard	2,026	- 37	- 10	2,359	- 12	30	10,162	22	32
Nova Scotia — Nouvelle-Écosse	13,385	5	6	13,425	34	13	50,878	26	26
New Brunswick — Nouveau-Brunswick	10,515	- 19	2	11,355	14	48	50,507	20	36
Québec	73,466	- 6	- 10	63,255	--	12	311,357	18	30
Ontario	92,961	17		79,378	24	42	307,293	16	26
Manitoba	9,889	- 3	- 10	9,024	- 7	17	40,688	13	20
Saskatchewan	7,984	- 13	1	7,574	- 19	7	34,654	17	22
Alberta	16,585	--	- 4	12,993	- 10	21	62,003	12	22
British Columbia — Colombie-Britannique	33,371	- 15	- 4	29,785	- 4	20	135,933	15	29
Yukon	263	- 24	10	208	- 33	32	1,385	8	40
Northwest Territories — Territoires du Nord-Ouest	353	17	92	243	3	228	1,010	28	104
Outside Canada — Extérieur du Canada	98	42	11	46	- 30	- 23	264	3	68
 Weeks of benefit paid — Nombre de prestations hebdomadaires servies									
 Amount of benefit paid(2) — Montant des prestations servies(2)									
	Number — Nombre	Per cent change from Taux de variation par rapport à		Dollars	Per cent change from Taux de variation par rapport à		Dollars	Per cent change from Taux de variation par rapport à	
		Dec. 1972	Jan. 1972 — Janv. 1972	Dec. 1972	Jan. 1972 — Janv. 1972	Dec. 1972	Jan. 1972 — Janv. 1972		
CANADA	3,633,855	47	53	245,945,830	53	75	67,68	4	15
Newfoundland — Terre-Neuve	190,935	75	63	11,577,899	78	82	60,64	2	12
Prince Edward Island — Île-du-Prince-Édouard	38,071	90	43	2,164,268	106	68	56,85	8	17
Nova Scotia — Nouvelle-Écosse	175,211	65	47	10,811,230	76	71	61,70	7	16
New Brunswick — Nouveau-Brunswick	185,230	64	57	11,297,448	76	84	60,99	7	18
Québec	1,102,052	45	68	73,513,506	52	89	66,71	5	12
Ontario	996,438	36	36	69,480,974	42	60	69,73	4	18
Manitoba	137,928	45	41	9,555,061	54	69	69,28	7	20
Saskatchewan	120,774	57	55	8,243,199	69	85	68,25	7	19
Alberta	200,323	40	55	13,591,109	40	69	67,85	--	9
British Columbia — Colombie-Britannique	478,420	57	59	35,045,005	64	78	73,25	5	12
Yukon	5,256	37	113	412,483	41	154	78,48	3	19
Northwest Territories — Territoires du Nord-Ouest	2,497	50	145	196,678	61	185	78,77	8	16
Outside Canada — Extérieur du Canada	720	19	94	56,970	24	146	79,13	4	27

(1) Includes claims with disqualification and claims previously not allowed. — Comprend les demandes exclues du bénéfice des prestations et les demandes rejetées auparavant.

(2) Adjustments amounting to \$1,058,367 reduces total benefit paid to \$244,437,463, see Table 8. — Des redressements s'élèvent à \$1,058,367 ont réduit le montant des prestations versées à \$244,437,463.

Voir le Tableau 8.

TABLE 2. Estimates of Persons Exposed to Unemployment Insurance

TABLEAU 2. Estimation du nombre de personnes assujetties à l'assurance-chômage

	Month — Mois	Total 000's
1972	January — Janvier	7,608
	February — Février	7,590
	March — Mars	7,684
	April — Avril	7,647
	May — Mai	7,807
	June — Juin	7,977
	July — Juillet	8,195
	August — Août	8,156
	September — Septembre	7,762
	October — Octobre	7,841
	November — Novembre	7,914
	December — Décembre	7,955
1973	January — Janvier	7,926

The insured population comprises persons who contribute to unemployment insurance plus claimants reporting to UIC offices. Coverage is nearly universal for members of the labour force for whom there exists an employer-employee relationship. The only exclusions are (a) those 70 years of age or over, (b) those to whom a retirement pension under the Canada or Quebec Pension Plans has become payable and (c) persons with inconsiderable employment, i.e., those with less than 20 % of the maximum weekly insurable earnings or 20 times the provincial hourly minimum wage, whichever is less. Precise estimates of the covered population are not available. The approximate estimates in the table above are based on total labour force statistics for persons under 70 years of age and have not been adjusted for the other two exclusions. The data in the table begin with January 1972 when unemployment insurance coverage was extended to its present level.

For estimate of the insured population for 1969-71 see April 1972 edition of 73-001.

La population assurée se compose des personnes qui contribuent au régime d'assurance-chômage et des prestataires qui envoient des déclarations de chômage aux bureaux de la C.A.C. Le régime s'étend à presque tous les membres de la population active pour lesquels il existe une relation employeur-employé. Les seules personnes exclues sont (a) celles qui ont 70 ans et plus, (b) celles qui ont déjà acquis le droit à une pension de retraite en vertu du Régime de pensions du Canada ou à une rente de retraite en vertu du Régime de rentes du Québec, et (c) celles dont l'emploi est négligeable, c'est-à-dire celles dont la rémunération est inférieure à 20 % du maximum de la rémunération hebdomadaire assurable ou à 20 fois le salaire horaire minimum dans la province, selon le moins des deux. Il n'existe pas d'estimations précises de la population assurée. Les estimations approximatives qui figurent dans le tableau ci-dessus sont fondées sur les statistiques d'activité pour les personnes de moins de 70 ans; ces statistiques n'ont pas été rectifiées pour tenir compte des deux autres groupes de personnes exclues. Le tableau présente les chiffres à partir de janvier 1972, date où le régime d'assurance-chômage a pris l'ampleur qu'il a aujourd'hui.

Pour la période 1969-71, on trouvera l'estimation de la population assurée dans la livraison d'avril 1972 du bulletin 73-001.

TABLE 3. Initial and Renewal Claims Received in District Offices, by Province, January 1973

TABLEAU 3. Demandes initiales et demandes renouvelées reçues aux bureaux de district, par province, janvier 1973

Province	1973			1972		
	Total(1)	Initial — Initiales	Renewal — Renouvelées	Total	Initial — Initiales	Renewal — Renouvelées
CANADA	269,863	237,803	32,060	279,606	225,756	53,850
Newfoundland — Terre-Neuve ..	8,967	8,194	773	8,696	7,321	1,375
Prince Edward Island — Île- du-Prince-Édouard	2,026	1,875	151	2,262	1,881	381
Nova Scotia — Nouvelle-Écosse	13,385	12,304	1,081	12,578	10,769	1,809
New Brunswick — Nouveau- Brunswick	10,515	9,436	1,079	10,329	8,608	1,721
Québec	73,466	64,261	9,205	81,477	65,533	15,944
Ontario	92,961	81,522	11,439	92,770	73,375	19,395
Manitoba	9,889	8,945	944	11,009	9,118	1,891
Saskatchewan	7,984	7,368	616	7,931	6,799	1,132
Alberta	16,585	14,616	1,969	17,196	14,197	2,999
British Columbia — Colombie- Britannique	33,371	28,620	4,751	34,874	27,720	7,154
Yukon	263	230	33	218	205	13
Northwest Territories — Territoires du Nord-Ouest	353	347	6	178	164	14
Outside Canada — Extérieur du Canada	98	85	13	88	66	22

(1) In addition 235,436 revised claims were received. — En outre, 235,436 demandes révisées ont été reçues.

TABLE 4. Initial Claims Allowed,(1),(2) by type and Renewal Claims Allowed,(1),(2) by Province, January 1973

TABLEAU 4. Demandes initiales acceptées(1),(2) selon le genre et demandes renouvelées acceptées,(1),(2) par province,
janvier 1973

Province	Initial claims — Demandes initiales							Renewal claims — Demandes renou- velées	
	Regular benefit — Prestations ordinaires	Special benefits — Prestations spéciales					Sub- total — Total partiel		
		Sickness — Maladie	Maternity — Maternité	Retirement — Retraite	Fishing — Pêche	Total			
CANADA	216,758	10,169	5,518	1,403	5,514	22,604	239,362	34,776	
Newfoundland — Terre-Neuve ..	8,613	116	133	20	835	1,104	9,717	717	
Prince Edward Island — Île- du-Prince-Édouard	2,047	71	36	5	200	312	2,359	143	
Nova Scotia — Nouvelle-Écosse	10,326	405	182	53	2,459	3,099	13,425	1,090	
New Brunswick — Nouveau- Brunswick	10,307	402	126	38	482	1,048	11,355	1,140	
Québec	58,541	3,247	1,071	221	175	4,714	63,255	10,466	
Ontario	72,087	3,717	2,728	672	174	7,291	79,378	12,122	
Manitoba	8,105	499	254	75	91	919	9,024	1,022	
Saskatchewan	7,025	284	169	53	43	549	7,574	694	
Alberta	11,916	561	391	112	13	1,077	12,993	1,955	
British Columbia — Colombie- Britannique	27,312	861	418	153	1,041	2,473	29,785	5,366	
Yukon	203	2	3	—	—	5	208	38	
Northwest Territories — Territoires du Nord-Ouest	230	4	7	1	1	13	243	9	
Outside Canada — Extérieur du Canada	46	—	—	—	—	—	46	14	

(1) Claims allowed include initial and renewal claims allowed with and without disqualification and claims which were previously not allowed and are now allowed. — Comprend les demandes exclues du bénéfice des prestations et les demandes non acceptées auparavant.

(2) In addition 125,436 revised claims were allowed. — En outre, 125,436 demandes révisées ont été acceptées.

TABLE 5. Claimants Currently Reporting to District Offices by Number of Weeks on Claim, Province and Sex

TABLEAU 5. Prestataires qui envoient des déclarations de chômage aux bureaux de district, selon le nombre de semaines écoulées de la période de prestations, la province et le sexe

(Counted on last working day of the month — Comptés le dernier jour ouvrable du mois)

Province and sex — Province et sexe	Claimants Total Prestataires	Number of weeks on claim — Nombre de semaines écoulées de la période de prestations				Claimants Total Prestataires
		1-4	5-13	14-26	27 or more — 27 ou plus	
		January 31, 1973 — Janvier				
CANADA	1,055,567	234,288	422,526	243,935	154,818	826,996
Male — Hommes	660,166	154,810	302,668	128,759	73,929	559,494
Female — Femmes	395,401	79,478	119,858	115,176	80,889	267,502
Newfoundland — Terre-Neuve	49,433	7,249	23,276	11,610	7,298	38,432
Male — Hommes	39,297	5,641	20,553	8,033	5,070	32,435
Female — Femmes	10,136	1,608	2,723	3,577	2,228	5,997
Prince Edward Island — Île-du-Prince-Édouard	10,162	1,591	5,846	2,054	671	7,701
Male — Hommes	6,765	1,123	4,361	970	311	5,579
Female — Femmes	3,397	468	1,485	1,084	360	2,122
Nova Scotia — Nouvelle-Écosse	50,878	10,457	22,209	11,222	6,990	40,279
Male — Hommes	35,281	7,883	17,113	6,375	3,910	30,296
Female — Femmes	15,597	2,574	5,096	4,847	3,080	9,983
New Brunswick — Nouveau-Brunswick	50,507	7,927	22,814	12,128	7,638	37,142
Male — Hommes	33,906	5,633	17,551	6,367	4,355	26,751
Female — Femmes	16,601	2,294	5,263	5,761	3,283	10,391
Québec	311,357	66,658	115,368	73,587	55,744	239,157
Male — Hommes	199,751	45,672	84,230	42,021	27,828	163,204
Female — Femmes	111,606	20,986	31,138	31,566	27,916	75,953
Ontario	307,293	78,809	116,939	69,639	41,906	244,238
Male — Hommes	171,479	48,154	74,355	31,853	17,117	147,304
Female — Femmes	135,814	30,655	42,584	37,786	24,789	96,934
Manitoba	40,688	9,788	17,768	8,719	4,413	33,914
Male — Hommes	25,053	5,687	13,281	4,439	1,646	23,410
Female — Femmes	15,635	4,101	4,487	4,280	2,767	10,504
Saskatchewan	34,654	7,411	17,247	7,093	2,903	28,481
Male — Hommes	23,641	4,954	13,761	3,794	1,132	21,359
Female — Femmes	11,013	2,457	3,486	3,299	1,771	7,122
Alberta	62,003	14,858	26,522	14,004	6,619	50,739
Male — Hommes	38,107	9,742	19,081	6,818	2,466	39,382
Female — Femmes	23,896	5,116	7,441	7,186	4,153	15,357
British Columbia — Colombie-Britannique	135,933	28,832	53,567	33,211	20,323	105,268
Male — Hommes	85,266	19,844	37,708	17,751	9,963	72,627
Female — Femmes	50,667	8,988	15,859	15,460	10,360	32,641
Yukon	1,385	267	526	419	173	992
Male — Hommes	862	181	377	230	74	705
Female — Femmes	523	86	149	189	99	287
Northwest Territories — Territoires du Nord-Ouest	1,010	344	370	177	119	496
Male — Hommes	640	246	269	75	50	342
Female — Femmes	370	98	101	102	69	154
Outside Canada — Extérieur du Canada	264	97	74	72	21	157
Male — Hommes	118	50	28	33	7	100
Female — Femmes	146	47	46	39	14	57

TABLE 6. Claimants Currently Reporting to District Offices by Types, Province and Sex, January 31, 1973

TABLEAU 6. Prestataires qui envoient des déclarations de chômage aux bureaux de district selon le genre de prestations, la province et le sexe, 31 janvier 1973

Province and sex — Province et sexe	Type of benefit — Genre de prestations				
	Regular — Ordinaires	Sickness — Maladie	Maternity — Maternité	Fishing — Pêche	Total
CANADA	985,026	30,188	22,138	18,215	1,055,567
Male — Hommes	625,590	16,824	—	17,752	660,166
Female — Femmes	359,436	13,364	22,138	463	395,401
Newfoundland — Terre-Neuve	43,613	386	494	4,940	49,433
Male — Hommes	34,109	289	—	4,899	39,297
Female — Femmes	9,504	97	494	41	10,136
Prince Edward Island — Île-du-Prince-Édouard	8,636	163	109	1,254	10,162
Male — Hommes	5,592	100	—	1,073	6,765
Female — Femmes	3,044	63	109	181	3,397
Nova Scotia — Nouvelle-Écosse	44,660	1,105	751	4,362	50,878
Male — Hommes	30,243	715	—	4,323	35,281
Female — Femmes	14,417	390	751	39	15,597
New Brunswick — Nouveau-Brunswick	47,305	893	557	1,752	50,507
Male — Hommes	31,720	515	—	1,671	33,906
Female — Femmes	15,585	378	557	81	16,601
Québec	293,854	10,941	5,400	1,162	311,357
Male — Hommes	192,186	6,405	—	1,160	199,751
Female — Femmes	101,668	4,536	5,400	2	111,606
Ontario	286,914	10,513	9,418	448	307,293
Male — Hommes	165,461	5,579	—	439	171,479
Female — Femmes	121,453	4,934	9,418	9	135,814
Manitoba	38,181	1,305	1,036	166	40,688
Male — Hommes	24,219	671	—	163	25,053
Female — Femmes	13,962	634	1,036	3	15,635
Saskatchewan	32,953	822	785	94	34,654
Male — Hommes	23,116	434	—	91	23,641
Female — Femmes	9,837	388	785	3	11,013
Alberta	58,658	1,559	1,765	21	62,003
Male — Hommes	37,275	811	—	21	38,107
Female — Femmes	21,383	748	1,765	—	23,896
British Columbia — Colombie-Britannique	127,674	2,475	1,770	4,014	135,933
Male — Hommes	80,066	1,290	—	3,910	85,266
Female — Femmes	47,608	1,185	1,770	104	50,667
Yukon	1,351	11	23	—	1,385
Male — Hommes	858	4	—	—	862
Female — Femmes	493	7	23	—	523
Northwest Territories — Territoires du Nord-Ouest	967	14	27	2	1,010
Male — Hommes	628	10	—	2	640
Female — Femmes	339	4	27	—	370
Outside Canada — Extérieur du Canada	260	1	3	—	264
Male — Hommes	117	1	—	—	118
Female — Femmes	143	—	3	—	146

TABLE 7. Benefit Payment Activities, by Type of Benefit, January 1973

TABLEAU 7. Service des prestations, selon le genre de prestations, janvier 1973

Type of benefit Genre de prestations	Benefit paid — Prestations servies				
	Dollars			Per cent change from Taux de variation psr rapport à	
	January 1973 — Janvier	Décember 1972 — Décembre	January 1972 — Janvier	December 1972 — Décembre	January 1972 — Janvier
Regular — Ordinaires	227,883,397	149,503,557	112,094,602	52	...
Sickness — Maladie	6,520,875	5,461,295	2,522,914	19	...
Maternity — Maternité	5,288,525	4,463,761	1,886,346	18	...
Retirement — Retraite	378,092	236,322	216,462	60	...
Fishing — Pêche	5,874,941	640,640	4,088,003	817	...
New act — Total — Nouvelle loi	245,945,830	160,305,575	120,808,327	53	...
Old act — Ancienne loi	—	—	19,566,379	—	...
Sub-total — Total partiel	245,945,830	160,305,575	140,374,706	53	75
Adjustments(1) — Ajustements(1)	1,508,367	871,811	444,279	73	...
Total	244,437,463	159,433,764	139,930,427	53	75
Weeks paid — Prestations hebdomadaires					
Type of benefit Genre de prestations	Number — Nombre			Per cent change from Taux de variation par rapport à	
	January 1973 — Janvier	December 1972 — Décembre	January 1972 — Janvier	December 1972 — Décembre	January 1972 — Janvier
	3,382,183	2,308,216	1,830,626	47	...
Sickness — Maladie	95,135	81,321	43,036	17	...
Maternity — Maternité	77,943	65,707	33,713	19	...
Retirement — Retraite	4,711	3,003	3,425	57	...
Fishing — Pêche	73,883	8,231	58,789	798	...
New act — Total — Nouvelle loi	3,633,855	2,466,478	1,969,589	47	...
Old act — Ancienne loi	—	—	405,966	—	...
Total	3,633,855	2,466,478	2,375,555	47	53
Average weekly payment — Prestations hebdomadaires moyennes					
Type of benefit Genre de prestations	Dollars			Per cent change from Taux de variation par rapport à	
	January 1973 — Janvier	December 1972 — Décembre	January 1972 — Janvier	December 1972 — Décembre	January 1972 — Janvier
	67.38	64.77	61.23	4	10
Regular — Ordinaires	68.54	67.16	58.62	2	17
Sickness — Maladie	67.85	67.93	55.95	--	21
Maternity — Maternité	80.26	78.70	63.20	2	27
Retirement — Retraite	79.52	77.83	69.54	2	14
Fishing — Pêche	67.68	64.99	61.34	4	10
New act — Total — Nouvelle loi	—	—	48.20	—	...
Total	67.68	64.99	59.09	4	15

(1) Cancelled warrants and collection of overpayments. — Mandats retirés et collecte des prestations versées en trop.

TABLE 8. Amount of Benefit Paid by Province and Type, January 1973

TABLEAU 8. Montant des prestations servies par province et par genre, janvier 1973

Province	Type of benefit — Genre de prestations							
	Regular — Ordinaires	Sickness — Maladie	Maternity — Maternité	Retirement — Retraite	Fishing — Pêche	Total	Adjust- ments(1) — Ajuste- ments(1)	Total
dollars								
CANADA	227,883,397	6,520,875	5,288,525	378,092	5,874,941	245,945,830	1,508,367	244,437,463
Newfoundland — Terre-Neuve	9,846,117	87,620	109,010	4,707	1,530,445	11,577,899	16,059	11,561,840
Prince Edward Island — Île-du-Prince-Édouard	1,673,356	35,294	20,540	971	434,107	2,164,268	1,337	2,162,931
Nova Scotia — Nouvelle-Écosse	9,388,793	241,578	175,048	13,173	992,638	10,811,230	27,084	10,784,146
New Brunswick — Nouveau-Brunswick	10,387,375	179,469	121,591	7,429	601,584	11,297,448	23,986	11,273,462
Québec	69,280,949	2,395,069	1,351,755	59,771	425,962	73,513,506	665,241	72,848,265
Ontario	64,728,201	2,205,010	2,222,412	186,915	138,436	69,480,974	490,320	68,990,654
Manitoba	8,986,294	280,783	220,004	19,923	48,057	9,555,061	32,295	9,522,766
Saskatchewan	7,858,250	178,401	174,412	13,031	19,105	8,243,199	24,764	8,218,435
Alberta	12,811,907	317,007	425,861	32,609	3,725	13,591,109	57,191	13,533,918
British Columbia — Colombie-Britannique	32,276,601	591,384	457,337	38,895	1,680,788	35,045,005	170,090	34,874,915
Yukon	401,569	4,706	6,208	—	—	412,483	—	412,483
Northwest Territories — Territoires du Nord-Ouest	188,452	3,584	3,880	668	94	196,678	—	196,678
Outside Canada — Extérieur du Canada	55,533	970	467	—	—	56,970	—	56,970

(1) Cancelled warrants and collection of overpayments. — Mandats retirés et collecte des prestations versées en trop.

Régions pour l'extended benefit

Region 1. — In the Province of British Columbia: Census Division 4 (except subdivisions A and B); subdivisions A, B and C of Census Division 5.

Region 2. — In the Province of British Columbia: Census Divisions 1, 2 and 3; subdivisions A and B of Census Division 4; subdivisions D, E and F of Census Division 5; Census Division 6.

Region 3. — The Province of Alberta (except that portion which lies north of the Alberta Peace River Region and the northern portion of Census Division 12).

Region 4. — The Province of Saskatchewan (except Census Division 18).

Region 5. — The Province of Manitoba (except Census Division 16).

Region 6. — In the Province of Ontario: the counties of Kenora, Thunder Bay and Cochrane (except such portions of the foregoing counties as lie north of a line drawn parallel to and 10 miles north of the Canadian National Railway main line); the counties of Rainy River, Sudbury, Algoma, Timiskaming, Nipissing, Parry Sound, Muskoka, Grey, Simcoe, Dufferin, Huron, Bruce and Manitoulin.

Region 7. — In the Province of Ontario: the counties of Lambton, Kent, Essex, Middlesex, Elgin, Oxford and Norfolk.

Region 8. — In the Province of Ontario: the counties of Perth, Wellington, Waterloo, Brant, Haldimand, Wentworth, Welland, Lincoln, Halton, Peel, York, Ontario, Durham, Northumberland and Prince Edward.

Region 9. — In the Province of Ontario: the counties of Victoria, Peterborough, Haliburton, Hastings, Lennox and Addington, Frontenac, Renfrew, Lanark, Leeds, Carleton, Dundas, Ruasell, Stormont, Grenville, Glengarry and Prescott.

Region 10. — In the province of Quebec: the counties of Île-de-Montréal, Chambly, Deux-Montagnes and Beauharnois (except the municipalities of St-Louis and St-Stanislas and St-Timothée); in the county of Châteauguay, the municipality of Ste-Philomène; the county of Laprairie (except the municipality of St-Jacques); in the county of St-Jean, the municipalities of Lacadie and St-Jean; in the county of Iberville, the municipality of St-Athanase; the county of Verchères (except the municipalities of St-Antoine-de-Padoue, St-Antoine-sur-Richelieu, St-Marc and Ste-Théodosie); the county of Richelieu (except the municipalities of St-Ours and Ste-Victoire); in the county of L'Assomption, the municipalities of St-Charles, St-Henri, St-Joachim and St-Lin; in the county of Terrebonne, the municipalities of Lessage, Piedmont, St-Anne-des-Lacs, Ste-Anne-des-Plaines, St-Antoine, St-Hippolyte, St-Janvier, St-Janvier-de-Lacroix, St-Jérôme, St-Louis, St-Sauveur, Ste-Sophie, St-Thérèse and St-Thérèse-Ouest; in the county of Argenteuil, the municipalities of Chatham, Gore, Mille-Isles, St-André, St-Jérusalem and Wentworth; in the county of Vaudreuil the municipalities of Notre-Dame-de-l'Île Perrot, Terrasse-Vaudreuil, St-Lazare and Vaudreuil.

Region 11. — In the province of Quebec: in the county of Vaudreuil, the municipalities of Ste-Justine, Ste-Madeleine, Ste-Marthe, and Très-St-Rédempteur; the county of Châteauguay (except the municipality of

Régions établies aux fins des périodes de prolongation des prestations

Région 1. — Dans la province de la Colombie-Britannique: Division de recensement 4 (sauf les subdivisions A et B); subdivisions A, B et C de la Division de recensement 5.

Région 2. — Dans la province de la Colombie-Britannique: Divisions de recensement 1, 2 et 3; subdivisions A et B de la Division de recensement 4; subdivisions D, E et F de la Division de recensement 5; Division de recensement 6.

Région 3. — La province d'Alberta (sauf la partie qui est située au nord de la région de la rivière de la Paix d'Alberta et la partie septentrionale de la Division de recensement 12).

Région 4. — La province de la Saskatchewan (sauf la Division de recensement 18).

Région 5. — La province du Manitoba (sauf la Division de recensement 16).

Région 6. — Dans la province d'Ontario: les comtés de Kenora, Thunder Bay et Cochrane (sauf la partie de ces comtés située au nord d'une ligne parallèle à la voie principale du Canadien National et passant à 10 milles au nord de cette voie); les comtés de Rainy River, Sudbury, Algoma, Timiskaming, Nipissing, Parry Sound, Muskoka, Grey, Simcoe, Dufferin, Huron, Bruce et Manitoulin.

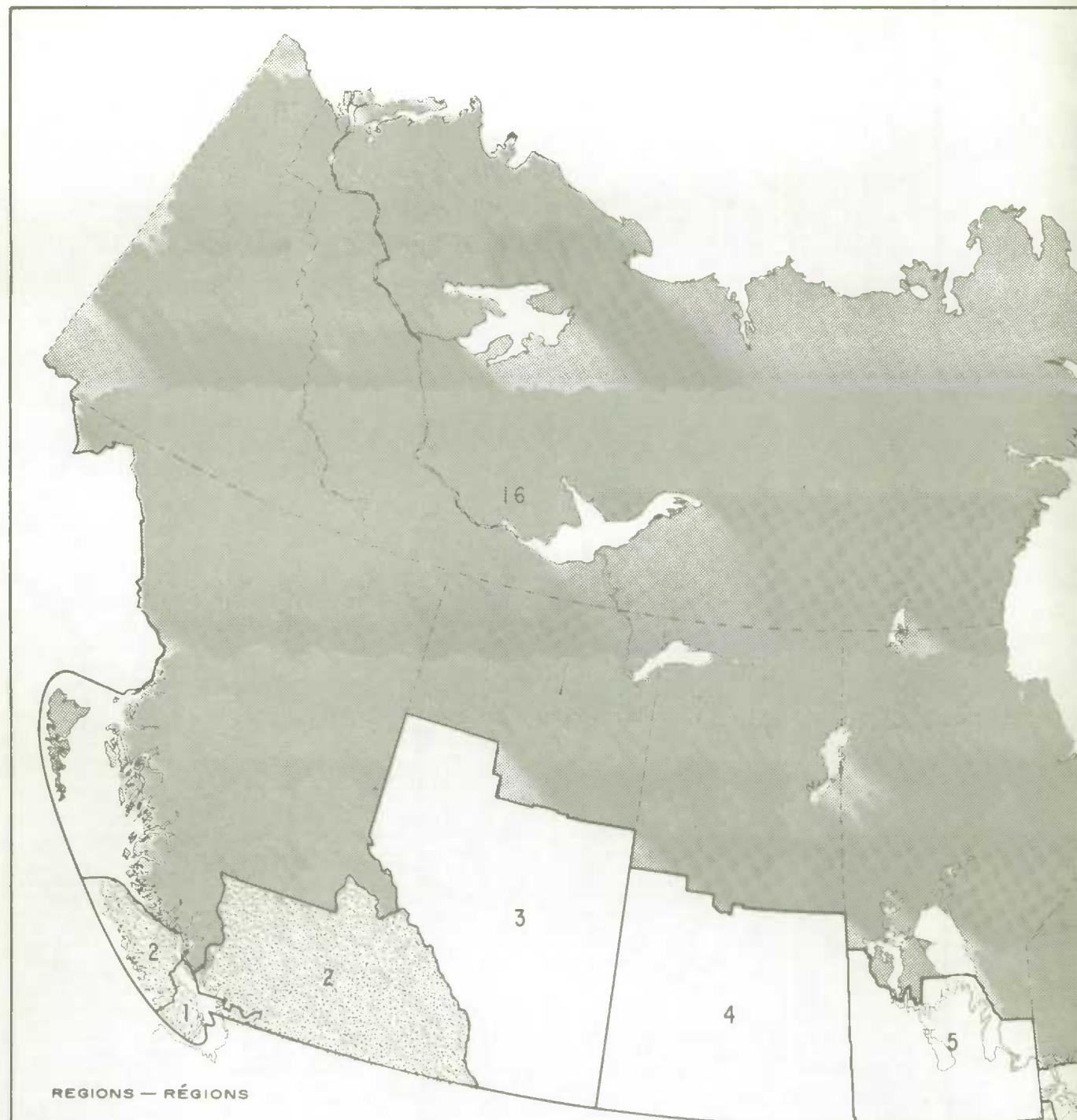
Région 7. — Dans la province d'Ontario: les comtés de Lambton, Kent, Essex, Middlesex, Elgin, Oxford et Norfolk.

Région 8. — Dans la province d'Ontario: les comtés de Perth, Wellington, Waterloo, Brant, Haldimand, Wentworth, Welland, Lincoln, Halton, Peel, York, Ontario, Durham, Northumberland et Prince Edward.

Région 9. — Dans la province d'Ontario: les comtés de Victoria, Peterborough, Haliburton, Hastings, Lennox et Addington, Frontenac, Renfrew, Lansrk, Leeds, Carleton, Dundas, Russell, Stormont, Grenville, Glengarry et Prescott.

Région 10. — Dans la province de Québec: les comtés de l'Île-de-Montréal, Chambly, Deux-Montagnes et Beauharnois (sauf les municipalités de Saint-Louis, Saint-Stanislas et Saint-Timothée); dans le comté de Châteauguay, la municipalité de Sainte-Philomène; le comté de Laprairie (sauf la municipalité de Saint-Jacques); dans le comté de Saint-Jean, les municipalités de Lacadie et de Saint-Jean; dans le comté d'Iberville, la municipalité de Saint-Athanase; le comté de Verchères (sauf les municipalités de Saint-Antoine-de-Padoue, Saint-Antoine-sur-Richelieu, Saint-Marc et Sainte-Théodosie); le comté de Richelieu (sauf les municipalités de Saint-Ours et Sainte-Victoire); dans le comté de L'Assomption, les municipalités de Saint-Charles, Saint-Henri, Saint-Joachim et Saint-Lin; dans le comté de Terrebonne, les municipalités de Lessage, Piedmont, Sainte-Anne-des-Lacs, Sainte-Anne-des-Plaines, Saint-Antoine, Saint-Hippolyte, Saint-Janvier, Saint-Janvier-de-Lacroix, Saint-Jérôme, Saint-Louis, Saint-Sauveur, Sainte-Sophie, Sainte-Thérèse et Sainte-Thérèse-Ouest; dans le comté d'Argenteuil, les municipalités de Chatham, Gore, Mille-Isles, Saint-André, Saint-Jérusalem et Wentworth; dans le comté de Vaudreuil, les municipalités de Notre-Dame-de-l'Île Perrot, Terrasse-Vaudreuil, Saint-Lazare et Vaudreuil.

Région 11. — Dans la province de Québec: dans le comté de Vaudreuil, les municipalités de Sainte-Justine, Sainte-Madeleine, Sainte-Marthe et Très-Saint-Rédempteur; le comté de Châteauguay (sauf la municipalité de Sainte-Philomène); dans le comté de



REGIONS — RÉGIONS

- | | | | |
|---|---|--|---|
| 1. Vancouver - Victoria | 5. Manitoba | 9. Eastern Ontario
Est de l'Ontario | 13. New Brunswick and Prince Edward Island
Nouveau-Brunswick - île-du-Prince-Édouard |
| 2. Southern British Columbia - Sud de la Colombie-Britannique | 6. North Western Ontario
Nord-Ouest de l'Ontario | 10. Montreal
Montréal | 14. Nova Scotia
Nouvelle-Écosse |
| 3. Alberta | 7. London - Windsor | 11. Eastern Townships
Cantons de l'est | 15. Newfoundland
Terre-Neuve |
| 4. Saskatchewan | 8. Hamilton - Toronto | 12. St. Lawrence - Gaspé
Saint-Laurent - Gaspésie | 16. Rest of Canada
Reste du Canada |

Eligible for extended Regional Benefit
Régions admissibles aux périodes de prolongation de prestations



6 weeks
semaines



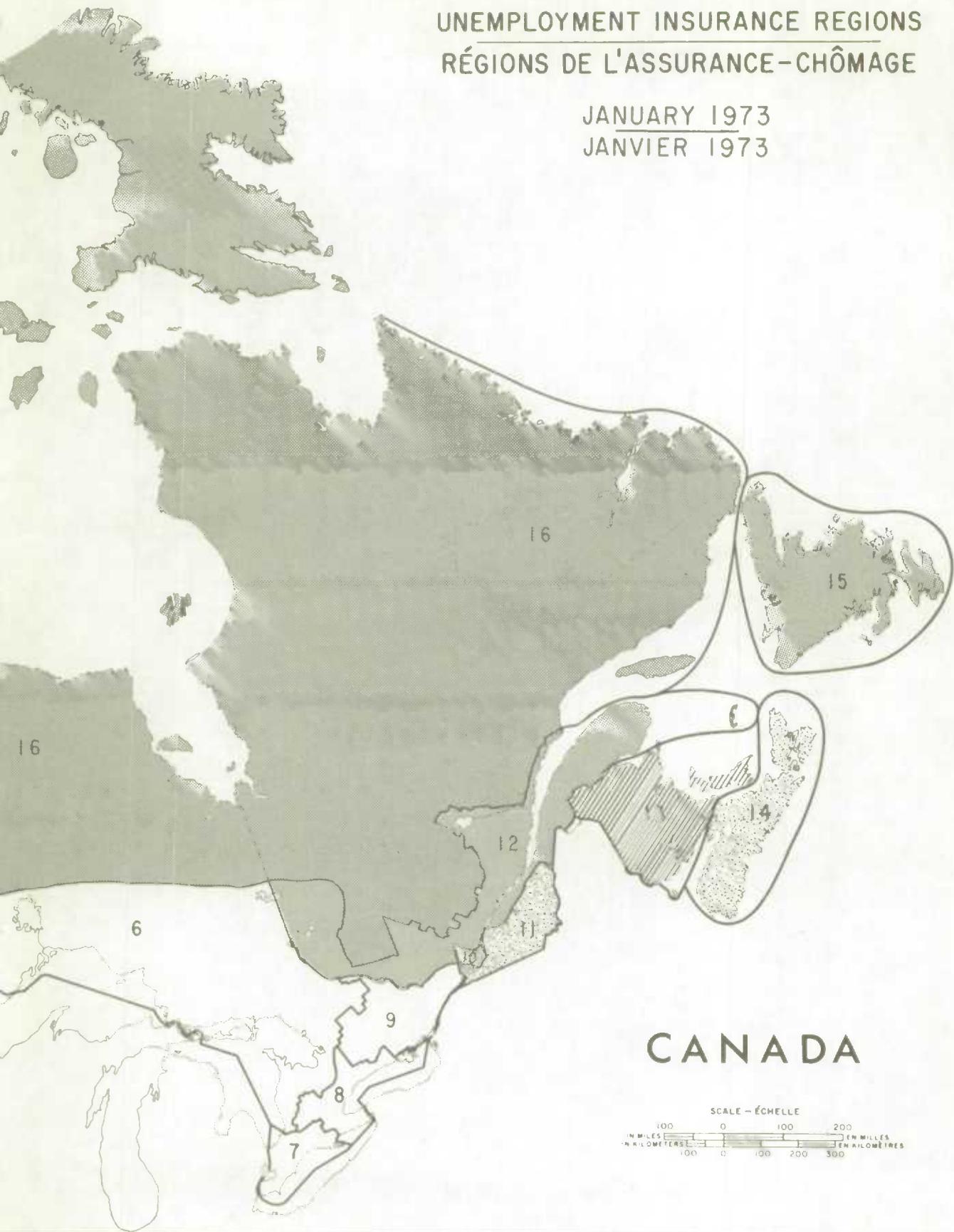
12 weeks
semaines



18 weeks
semaines

UNEMPLOYMENT INSURANCE REGIONS
RÉGIONS DE L'ASSURANCE-CHÔMAGE

JANUARY 1973
JANVIER 1973



~~Ste-Bellecour~~); in the county of L'Assomption the municipality of St-Jacques; in the county of St-Jean (except the municipalities of St-Jean and Lacadie); the county of Iberville (except the municipality of St-Athanase); in the county of Verchères, the municipalities of St-Antoine-de-Padoue, St-Antoine-sur-Richelieu, St-Marc and Ste-Théodosie; in the county of Richelieu, the municipality of St-Ours and Ste-Victoire; the county of Dorchester (except the municipalities of Louis-Joliette, St-Anselme, St-Bernard, Ste-Claire, St-Isidore and Ste-Marguerite); in the county of Bellechasse, the municipalities of Notre-Dame-Auxiliatrice-de-Buckland, St-Cajetan d'Armagh, St-Camille, St-Damien, St-Magloire, St-Nérée, St-Philémon and Ste-Sabine; the county of Montmagny (except the municipalities of Berthier, Cap-St-Ignace, St-François, St-Pierre and Montmagny); the counties of Arthabaska, Bagot, Beauce, Brome, Compton, Drummond, Frontenac, Huntingdon, Mégantic, Missisquoi, Richmond, Rouville, Wolfe, Shefford, Sherbrooke, Stanstead, Yamaska, St-Hyacinthe, Soulange and Naperville.

Region 12. — In the province of Quebec: the counties of Montcalm, Joliette, Berthier, Maskinongé, St-Maurice, Champlain, Québec, Chicoutimi, Lac St-Jean-Ouest and Saguenay (except the unorganized subdivisions of the foregoing counties); in the county of Argenteuil the municipalities of Arundel, Grenville, Harrington, Huberdeau, Lac-des-Seize-Îles, Montcalm, Morin Heights, St-Adolphe and Wentworth-North; in the county of Terrebonne, the municipalities of Brébeuf, Ivy-sur-le-Lac, Lac-Supérieur, Lantier, Mont-Tremblant, Ste-Adèle, Ste-Agathe, St-Faustin, St-Joseph, St-Jovite, Ste-Lucie, Ste-Marguerite and Val-Morin; in the county of L'Assomption, the municipalities of L'Assomption, L'Épiphanie, St-Gérard, St-Paul-l'Ermite, St-Sulpice, St-Roch and St-Roch-Ouest; in the county of Montmagny, the municipalities of Berthier, Cap-St-Ignace, St-François, St-Pierre and Montmagny; in the county of Bellechasse, the municipalities of Honfleur, La Durantaye, St-Charles, St-Étienne, St-Gervais; St-Lazarre, St-Michel, St-Raphaël and St-Vallier; in the county of Dorchester, the municipalities of Louis-Joliette, St-Anselme, St-Bernard, Ste-Claire, St-Isidore and St-Marguerite; the counties of Montmorency No. 1, Montmorency No. 2, Lotbinière, Lévis, Bonaventure, Gaspé-Est, Gaspé-Ouest, Îles-de-la-Madeleine, Kamouraska, L'Islet, Matane, Matapedia, Rimouski, Rivière-du-Loup, Témiscouata, Lac-St-Jean-Est, Charlevoix-Est, Charlevoix-Ouest, Portneuf, Nicolet, Labelle, Hull, Papineau, Pontiac (except subdivision 19 - unorganized), Gatineau (except that portion which lies north of Lytton and Siccote), Témiscamingue, and Abitibi (except such portion as lies north of a line drawn parallel to and 10 miles north of the Canadian National Railway main line and such portion as lies east of the Bell River).

Region 13. — The provinces of New Brunswick and Prince Edward Island.

Region 14. — The Province of Nova Scotia.

Region 15. — The Island of Newfoundland.

Region 16. — In northern Canada the areas excluded from regions 1 to 15.

L'Assomption, la municipalité de Sainte-Jacques; le comté de Saint-Jean (sauf les municipalités de Saint-Jean et Lacadie); le comté d'Iberville (sauf la municipalité de Saint-Athanase); dans le comté de Verchères, les municipalités de Saint-Antoine-de-Padoue, Saint-Antoine-sur-Richelieu, Saint-Marc et Sainte-Théodosie; dans le comté de Richelieu, les municipalités de Saint-Ours et Sainte-Victoire; le comté de Dorchester (sauf les municipalités de Louis-Joliette, Saint-Anselme, Saint-Bernard, Sainte-Claire, Saint-Isidore et Sainte-Marguerite); dans le comté de Bellechasse, les municipalités de Notre-Dame-Auxiliatrice-de-Buckland, Saint-Cajetan d'Armagh, Saint-Camille, Saint-Damien, Saint-Magloire, Saint-Nérée, Saint-Philémon et Sainte-Sabine; le comté de Montmagny (sauf les municipalités de Berthier, Cap-Saint-Ignace, Saint-François, Saint-Pierre et Montmagny); les comtés d'Arthabaska, Bagot, Beauce, Brome, Compton, Drummond, Frontenac, Huntingdon, Mégantic, Missisquoi, Richmond, Rouville, Wolfe, Shefford, Sherbrooke, Stanstead, Yamaska, Saint-Hyacinthe, Soulange et Naperville.

Région 12. — Dans la province de Québec: les comtés de Montcalm, Joliette, Berthier, Maskinongé, Saint-Maurice, Champlain, Québec, Chicoutimi, Lac-Saint-Jean-Ouest et Saguenay (sauf les subdivisions non organisées de ces comtés); dans le comté d'Argenteuil, les municipalités d'Arundel, Grenville, Harrington, Huberdeau, Lac-des-Seize-Îles, Montcalm, Morin Heights, Saint-Adolphe et Wentworth-Nord; dans le comté de Terrebonne, les municipalités de Brébeuf, Ivy-sur-le-Lac, Lac-Supérieur, Lantier, Mont-Tremblant, Sainte-Adèle, Sainte-Agathe, Saint-Faustin, Saint-Joseph, Saint-Jovite, Sainte-Lucie, Sainte-Marguerite et Val-Morin; dans le comté de L'Assomption, les municipalités de L'Assomption, L'Épiphanie, Saint-Gérard, Saint-Paul-l'Ermite, Saint-Sulpice, Saint-Roch et Saint-Roch-Ouest; dans le comté de Montmagny, les municipalités de Berthier, Cap-Saint-Ignace, Saint-François, Saint-Pierre et Montmagny; dans le comté de Bellechasse, les municipalités de Honfleur, la Durantaye, Saint-Charles, Saint-Étienne, Saint-Gervais, Saint-Lazarre, Saint-Michel, Saint-Raphaël et Saint-Vallier; dans le comté de Dorchester, les municipalités de Louis-Joliette, Saint-Anselme, Saint-Bernard, Sainte-Claire, Saint-Isidore et Sainte-Marguerite; les comtés de Montmorency n° 1, Montmorency n° 2, Lotbinière, Lévis, Bonaventure, Gaspé-Est, Gaspé-Ouest, Îles-de-la-Madeleine, Kamouraska, L'Islet, Matane, Matapédia, Rimouski, Rivière-du-Loup, Témiscouata, Lac-Saint-Jean-Est, Charlevoix-Est, Charlevoix-Ouest, Portneuf, Nicolet, Labelle, Hull, Papineau, Pontiac (sauf la subdivision 19 - non organisée), Gatineau (sauf la partie située au nord de Lytton et Siccote), Témiscamingue et Abitibi (sauf la partie située au nord d'une ligne parallèle à la voie principale du National-Canadien et passant à 10 milles au nord de cette voie et la partie située à l'est de la rivière Bell).

Région 13. — Les provinces du Nouveau-Brunswick et de l'Île-du-Prince-Édouard.

Région 14. — La province de la Nouvelle-Écosse.

Région 15. — L'île de Terre-Neuve.

Région 16. — Dans le Nord du Canada, le territoire non compris dans les régions 1 à 15.

TABLE 9. Reasons for Disqualification for Benefit, by Province, January 1973

TABLEAU 9. Raisons des exclusions du bénéfice des prestations, par province, janvier 1973

Province	Disqualifications	Not unemployed or no interruption of earnings		Not capable or not available		Labour dispute				
		Non en chômage ou pas d'arrêt de rémunération		Incapacité ou non disponibilité		Conflit collectif				
		Total	Des exclusions	Number — Nombre	Per cent — Pourcentage	Number — Nombre	Per cent — Pourcentage			
CANADA		114,720	15,309	13.3	44,884	39.1	326	0.3		
Newfoundland — Terre-Neuve		3,175	177	5.6	1,162	36.6	6	0.2		
Prince Edward Island — Île-du-Prince-Édouard		547	66	12.1	220	40.2	1	0.2		
Nova Scotia — Nouvelle-Écosse		4,282	288	6.7	1,637	38.2	6	0.1		
New Brunswick — Nouveau-Brunswick		3,211	295	9.2	1,266	39.4	15	0.5		
Québec		30,123	6,844	22.7	10,321	34.3	164	0.5		
Ontario		42,683	3,919	9.2	19,467	45.6	89	0.2		
Manitoba		5,288	651	12.3	2,051	38.8	—	—		
Saskatchewan		4,194	640	15.3	1,672	39.9	1	—		
Alberta		8,517	861	10.1	3,291	38.6	22	0.3		
British Columbia — Colombie-Britannique		12,470	1,554	12.5	3,708	29.7	22	0.2		
Yukon		118	7	5.9	46	39.0	—	—		
Northwest Territories — Territoires du Nord-Ouest		90	7	7.8	28	31.1	—	—		
Outside Canada — Extérieur du Canada		22	—	—	15	68.2	—	—		
Refusal of suitable work — Refus d'un emploi convenable		Misconduct — Inconduite		Voluntary quit — Départ volontaire		Incomplete documentation — Documentation incomplète				
Number — Nombre	Per cent — Pourcentage	Number — Nombre	Per cent — Pourcentage	Number — Nombre	Per cent — Pourcentage	Number — Nombre	Per cent — Pourcentage			
CANADA	573	0.5	3,102	2.7	23,872	20.8	17,717	15.4	8,937	7.8
Newfoundland — Terre-Neuve	19	0.6	61	1.9	906	28.5	671	21.1	173	5.4
Prince Edward Island — Île-du-Prince-Édouard	10	1.8	11	2.0	126	23.0	57	10.4	56	10.2
Nova Scotia — Nouvelle-Écosse	76	1.8	57	1.3	1,073	25.1	698	16.3	447	10.4
New Brunswick — Nouveau-Brunswick	17	0.5	77	2.4	923	28.7	280	8.7	338	10.5
Québec	106	0.4	912	3.0	4,343	14.4	5,045	16.7	2,388	7.9
Ontario	265	0.6	1,176	2.8	7,747	18.2	6,446	15.1	3,574	8.4
Manitoba	9	0.2	105	2.0	1,159	21.9	1,046	19.8	267	5.0
Saskatchewan	13	0.3	50	1.2	1,017	24.2	613	14.6	188	4.5
Alberta	36	0.4	280	3.3	2,124	24.9	1,402	16.5	501	5.9
British Columbia — Colombie-Britannique	22	0.2	370	3.0	4,396	35.3	1,408	11.3	990	7.9
Yukon	—	—	2	1.7	33	28.0	23	19.5	7	5.9
Northwest Territories — Territoires du Nord-Ouest	—	—	1	1.1	20	22.2	26	28.9	8	8.9
Outside Canada — Extérieur du Canada	—	—	—	—	5	22.7	2	9.1	—	—

TABLE 10. Disposition of Initial and Renewal Claims, by Province

TABLEAU 10. Suite donnée aux demandes initiales et aux demandes renouvelées, par province

Province	Adjudicated — Réglées				Pending — En instance		
	Total	Entitled to benefit — Donnant droit aux prestations		Not entitled to benefit — Ne donnant pas droit aux prestations		Initial — Initiales	Renewal — Renouvelées
		Initial — Initiales	Renewal — Renouvelées	Initial — Initiales	Renewal — Renouvelées		
January — 1973 — Janvier							
CANADA	297,685(1)	180,110	27,497	82,799	7,279	45,369	6,071
Newfoundland — Terre-Neuve	11,057	8,221	552	2,119	165	1,157	135
Prince Edward Island — Île-du-Prince-Édouard	2,595	2,031	116	421	27	293	39
Nova Scotia — Nouvelle-Écosse	15,680	11,514	860	3,076	230	1,437	210
New Brunswick — Nouveau-Brunswick	13,185	9,192	892	2,853	248	1,611	254
Québec	79,921	46,161	8,172	23,294	2,294	16,347	2,103
Ontario	99,961	61,181	9,947	26,658	2,175	13,495	1,966
Manitoba	10,601	6,043	797	3,536	225	1,760	159
Saskatchewan	8,889	5,194	507	3,001	187	833	65
Alberta	17,050	8,713	1,431	6,382	524	2,218	287
British Columbia — Colombie-Britannique	38,034	21,489	4,185	11,179	1,181	6,016	840
Yukon	302	146	22	118	16	30	3
Northwest Territories — Territoires du Nord-Ouest	325	196	4	120	5	93	1
Outside Canada — Extérieur du Canada	85	29	12	42	2	79	9
January — 1972 — Janvier							
CANADA	270,401	139,160	49,404	75,184	6,653	77,445	8,666
Newfoundland — Terre-Neuve	9,120	5,800	1,290	1,858	172	2,562	133
Prince Edward Island — Île-du-Prince-Édouard	2,222	1,533	342	331	16	313	44
Nova Scotia — Nouvelle-Écosse	14,812	9,680	1,915	2,993	224	2,300	228
New Brunswick — Nouveau-Brunswick	10,383	6,142	1,601	2,449	191	1,353	151
Québec	80,749	39,719	15,154	23,690	2,186	24,561	2,708
Ontario	83,263	41,665	17,409	22,340	1,849	27,697	3,221
Manitoba	10,631	5,170	1,636	3,544	281	2,811	268
Saskatchewan	8,646	4,481	1,067	2,886	212	1,772	142
Alberta	14,879	6,930	2,455	4,957	537	5,922	490
British Columbia — Colombie-Britannique	35,258	17,878	6,473	9,935	972	7,963	1,263
Yukon	218	104	34	75	5	85	5
Northwest Territories — Territoires du Nord-Ouest	145	49	19	75	2	74	2
Outside Canada — Extérieur du Canada	75	9	9	51	6	32	11

(1) In addition 231,258 revised claims were disposed of. Of these, 31,774 were special requests not granted and 4,734 were appeals by claimants. There were 23,854 revised claims pending at the end of the month. — En outre, on a réglé 231,258 demandes révisées, dont 31,774 demandes spéciales qui furent rejetées, et 4,734 appels de la part des prestataires. Il y avait 23,854 demandes révisées en instance à la fin du mois.

TABLE 11. Regional Unemployment Rates(1)

TABLEAU 11. Taux(1) régional de chômage

Région	1972												1973
	January - Janvier	February - Février	March - Mars	April - Avril	May - Mai	June - Juin	July - Juillet	August - Août	September - Septembre	October - Octobre	November - Novembre	December - Décembre	January - Janvier
CANADA	6.4	6.3	6.3	6.2	6.2	6.2	6.2	6.2	6.3	6.3	6.3	6.3	6.3
1. Vancouver - Victoria	6.9	6.8	6.8	6.8	6.9	7.1	7.1	7.2	7.3	7.5(a)	7.6(a)	7.7(a)	7.8(a)
2. Southern British Columbia - Sud de la Colombie-Britannique	7.7(a)	7.6(a)	7.7(a)	7.6(a)	7.6(a)	7.5(a)	7.4(a)	7.4(a)	7.6(a)	7.5(a)	7.4(a)	7.7(a)	7.7(a)
3. Alberta	4.5	4.4	4.3	4.2	4.2	4.2	4.2	4.3	4.3	4.3	4.4	4.4	4.5
4. Saskatchewan	3.8	3.9	4.0	4.1	4.1	4.1	4.1	4.2	4.3	4.3	4.4	4.4	4.5
5. Manitoba	4.9	4.9	5.0	5.0	4.9	4.8	4.7	4.6	4.6	4.5	4.5	4.7	4.6
6. North Western Ontario - Nord-ouest de l'Ontario	5.3	5.3	5.3	5.2	5.3	5.3	5.5	5.6	5.7	5.9	6.0	5.9	5.9
7. London - Windsor	5.2	5.1	5.0	4.8	4.5	4.3	4.2	4.1	4.0	4.0	4.0	4.0	3.9
8. Hamilton - Toronto	5.1	5.1	5.0	4.9	4.8	4.8	4.8	4.8	4.7	4.7	4.7	4.7	4.6
9. Eastern Ontario - Est de l'Ontario	5.1	4.9	4.9	4.8	4.9	4.9	4.9	4.8	4.8	4.8	4.8	4.7	4.6
10. Montréal	7.5(a)	7.4(a)	7.4(a)	7.4(a)	7.5(a)	7.4(a)	7.5(a)	7.5(a)	7.5(a)	7.5(a)	7.5(a)	7.5(a)	7.4(a)
11. Eastern Townships - Cantons de l'est	7.6(a)	7.5(a)	7.5(a)	7.5(a)	7.6(a)	7.6(a)	7.7(a)	7.7(a)	7.8(a)	7.8(a)	7.7(a)	7.7(a)	7.6(a)
12. St. Lawrence - Gaspé - Saint-Laurént - Gaspésie	10.0(c)	9.9(c)	9.7(c)	9.5(c)	9.5(c)	9.5(c)	9.6(c)	9.7(c)	9.7(c)	9.8(c)	9.9(c)	10.1(c)	10.3(c)
13. New Brunswick and Prince Edward Island - Nouveau-Brunswick et Île-du-Prince-Édouard	7.7(a)	7.7(a)	8.0(a)	7.9(a)	8.1(a)	8.1(a)	8.3(b)	8.3(b)	8.5(b)	8.6(b)	8.7(b)	8.8(b)	8.9(b)
14. Nova Scotia - Nouvelle-Écosse	7.7(a)	7.7(a)	7.7(a)	7.7(a)	7.7(a)	7.8(a)	7.8(a)	7.7(a)	7.7(a)	7.7(a)	7.6(a)	7.5(a)	7.4(a)
15. Newfoundland - Terre-Neuve	12.3(c)	12.3(c)	12.4(c)	12.3(c)	12.4(c)	12.5(c)	12.5(c)	12.5(c)	12.5(c)	12.5(c)	12.5(c)	12.3(c)	12.3(c)
16. Rest of Canada(2) - Reste du Canada(2) .....	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

(1) Unadjusted for seasonality-12 months moving average. - Données non désaisonnalisées-moyenne mobile sur 12 mois.

(2) Unemployment rates not available. - Eligible for extended Regional Benefit year-round. - Taux de chômage non disponibles. - Admissible toute l'année à des prestations de prolongation pour une région.

(a, b & c) Eligible for extended Regional Benefit; (a) = 6 weeks, (b) = 12 weeks, (c) = 18 weeks - Régions admissibles aux périodes de prolongation de prestations; (a) = 6 semaines, (b) = 12 semaines, (c) = 18 semaines.

Unemployment Insurance in Canada

Unemployment Insurance has been part of Canada's social and economic life since the Unemployment Insurance Act was passed in 1940. Since that time the basic structure of the Act has remained unaltered. Various amendments have brought new categories of workers into the plan and contributions and benefit rates have been raised periodically to keep abreast of changing economic conditions.

In 1968, when Parliament approved upward revisions of both contributions and benefit rates, and broadened the scope of coverage, the Unemployment Insurance Commission was instructed to carry out a full scale investigation of that program and to recommend appropriate changes in philosophy and structure. The Unemployment Insurance Act, 1971, effective June 27, 1971, was the result of extensive studies, the basic objectives being:

- (a) to provide assistance to cope with the continuity of an interruption of earnings resulting from unemployment, illness or pregnancy.
- (b) to co-operate with other agencies engaged in social development.

Coverage

Under the Unemployment Insurance Act, 1971 coverage is universal for all regular members of the labour force for whom there exists an employer-employee relationship. There is only one measure of insurable employment, i.e. less than 20 % of the maximum weekly insurable earnings or 20 times the provincial hourly minimum wage, whichever is the lesser.

The maximum weekly insurable earnings of an insured person is:

- (a) for the year 1972, one hundred and fifty dollars;
- (b) for each year thereafter, one hundred and fifty dollars multiplied by an annual Earnings Index as determined by the average of wages and salaries paid to employees in Canada.

Universality becomes effective January 2, 1972. Coverage, contributions and benefit entitlement cease for a person:

- (a) at the age of 70, or
- (b) to whom a retirement pension under the Canada Pension Plan or the Quebec Pension Plan has at any time become payable

Benefits

An insured person qualifies to receive benefit if (a) has had eight or more weeks of insurable employment in his qualifying period(1) and (b) has had an interruption of earnings from employment. A claim

- (1) The qualifying period of an insured person is the shorter of:
 - (a) the period of fifty-two weeks that immediately precedes the commencement of an initial benefit period, and
 - (b) the period that begins on the commencement date of an immediately preceding initial benefit period and ends with the end of the week preceding the commencement of an initial benefit period.

L'assurance-chômage au Canada

L'assurance-chômage est entrée dans la vie économique et sociale du Canada avec l'adoption de la Loi sur l'assurance-chômage en 1940. Depuis cette date, la structure fondamentale de la Loi est demeurée inchangée. Diverses modifications ont assujetti au régime de nouvelles catégories de travailleurs et les taux de cotisation et de prestation ont été périodiquement relevés avec l'évolution de la situation économique.

En 1968, année où le Parlement a approuvé l'augmentation des cotisations et des prestations et étendu le champ d'application du régime, la Commission d'assurance-chômage a reçu pour mandat de soumettre tout le régime à un examen approfondi et de proposer une nouvelle conception et de nouvelles structures. La Loi de 1971 sur l'assurance-chômage, qui est entrée en vigueur le 27 juin 1971, est le fruit d'études poussées; ses objectifs fondamentaux sont de

- (a) prévoir du secours dans l'éventualité d'une interruption du revenu due au chômage, à la maladie ou à la maternité
- (b) prévoir une franche collaboration avec d'autres organismes s'occupant de progrès social.

Champ d'application

En vertu de la Loi sur l'assurance-chômage de 1971, le régime s'étend à tous les effectifs réguliers de la population active pour lesquels il existe une relation employeur-employé. Il n'y a qu'un seul critère d'emploi négligeable, à savoir une rémunération inférieure à 20 % du maximum de la rémunération hebdomadaire assurable ou à 20 fois le salaire horaire minimum dans la province, selon le moindre des deux.

Le maximum de la rémunération hebdomadaire assurable d'un assuré est,

- (a) pour l'année 1972, de \$150;
- (b) pour chacune des années suivantes le produit de \$150 par l'indice de rémunération de l'année (cet indice est fondé sur la moyenne des rémunérations versées aux travailleurs du Canada).

L'universalité du régime sera réalisée le 2 janvier 1972. La protection, les contributions et l'admissibilité aux prestations cessent pour une personne

- (a) qui a 70 ans, ou
- (b) qui a déjà acquis le droit de percevoir une pension ou rente de retraite en vertu du Régime de pensions du Canada ou du Régime de rentes du Québec.

Prestations

Un assuré remplit les conditions requises pour recevoir des prestations en vertu de la présente loi (a) s'il a exercé un emploi assurable pendant huit semaines ou plus au cours de sa période de référence(1) et (b) s'il y a eu arrêt de la

- (1) La période de référence d'un assuré est la plus courte des périodes suivantes:
 - (a) la période de 52 semaines qui précède le début d'une période initiale de prestations, et
 - (b) la période qui débute en même temps que la période initiale de prestations précédente et se termine à la fin de la semaine précédent le début d'une période initiale de prestations.

mant is an insured person who applies for or is in receipt of benefit. A "major attachment" claimant is a claimant who has been employed in insurable employment for twenty or more weeks in his qualifying period. A claimant with eight or more weeks but less than twenty weeks of insurable employment in his qualifying period is a "minor attachment" claimant. Major attachment claimants are eligible for a wider range of benefit that includes a prepayment of 3 weeks of regular benefit for work-shortage lay-offs, benefit payments when the interruption of earnings was caused by illness or pregnancy, and 3 weeks retirement benefit for older workers.

A claimant can draw to a maximum of 51 weeks of benefit depending upon his employment history, prevailing economic conditions and providing he meets the conditions of availability and capability.

When a person (qualified to receive benefit) applies for benefit an initial benefit period is established and benefits are payable for each week of unemployment of the claimant that falls in the initial benefit period.

The length of an initial benefit period is based on the number of weeks of insurable employment of the claimant in his qualifying period as shown in Table 1.

rémunération provenant de son emploi. Le prestataire est un assuré qui est demandeur ou bénéficiaire de prestations. Le prestataire de la première catégorie est celui qui a exercé un emploi assurable pendant au moins 20 semaines au cours de sa période de référence. Le prestataire qui a exercé un emploi assurable pendant au moins huit semaines et moins de vingt semaines au cours de sa période de référence est ~~égal~~ prestataire de la deuxième catégorie. Les prestataires de la première catégorie sont admissibles à un plus vaste éventail de prestations, soit 3 prestations ordinaires hebdomadaires payées par anticipation pour licenciement en cas de pénurie de travail, des prestations si la rémunération cesse pour cause de maladie ou de grossesse et 3 prestations hebdomadaires de retraite payables aux travailleurs âgés.

Un prestataire peut retirer des prestations pendant une période maximum de 51 semaines selon l'emploi qu'il occupait, la situation économique du moment et pourvu qu'il satisfasse aux conditions de disponibilité et de capacité.

Lorsqu'une personne, qui remplit les conditions requises pour recevoir des prestations, formule une demande de prestations, une période initiale est établie et les prestations sont payables pour chaque semaine de chômage qui tombe dans la période initiale de prestations.

La durée d'une période initiale de prestations est déterminée en fonction du nombre de semaines d'emploi assurable du prestataire au cours de sa période de référence tel qu'indiqué au Tableau 1.

TABLE - 1 - TABLEAU

Weeks of insurable employment in qualifying period Semaines d'emploi assurable de la période de référence	Length of initial benefit period Durée de la période initiale de prestations weeks - semaines	Maximum number of weeks for which initial benefits may be paid Nombre maximum de semaines pour lesquelles des prestations initiales peuvent être servies
8 to - à 15	18	8
16	20	9
17	22	10
18	24	11
19	26	12
20 or more - ou plus	29	13

Table 1 also shows the maximum number of weeks for which initial benefits may be paid. A claimant is not entitled to be paid benefit until following the commencement of the initial benefit period he has served a two week waiting period that begins with a week of unemployment for which benefits would otherwise be payable.

A major attachment claimant may be paid benefits in advance for the three weeks that immediately follow his waiting period if:

- (a) his interruption of earnings was due to a shortage of work;
- (b) at the time of his interruption of earnings neither he nor his employer expected that he would be re-employed by that employer for a period of at least five weeks after his interruption of earnings;
- (c) he has served the two week waiting period; and
- (d) at the termination of his waiting period

Le Tableau 1 donne aussi le nombre maximum de semaines pour lesquelles des prestations initiales peuvent être servies. Un prestataire n'est pas admissible au service des prestations tant que ne s'est pas écoulé à la suite de l'ouverture de cette période initiale de prestations, un délai de carence de deux semaines qui débute par une semaine de chômage pour laquelle des prestations devraient sans cela être servies.

Des prestations anticipées peuvent être servies par un prestataire de la première catégorie pour les trois semaines qui suivent le délai de carence.

- (a) si l'arrêt de rémunération était dû à une pénurie de travail,
- (b) si, au moment de l'arrêt de sa rémunération, ni lui ni son employeur ne prévoyaient qu'il serait employé de nouveau par cet employeur avant qu'il se soit écoulé cinq semaines depuis l'arrêt de sa rémunération,
- (c) si le délai de carence a été pour lui de deux semaines, et
- (d) si, à la fin du délai de carence,

- (1) he is not employed in employment that would continue
- (2) he is capable and available for work, and
- (3) he is not disentitled or disqualified from receiving benefit.

Sickness benefit is available for a maximum of 15 weeks for "major attachment" claimants who have suffered an interruption of earnings due to illness, injury or quarantine (excluding Workmen's Compensation). If a person is taken ill while on regular claim, sickness benefit is available but the combined duration of benefits during the initial benefit period cannot exceed 15 weeks.

Maternity benefit is available for 8 weeks before confinement, the week of confinement and 6 weeks after, to women who are major attachment claimants. They must also have been attached to the labour force at least 10 of the 20 weeks prior to the 30th week before the expected date of confinement.

Retirement benefit is available for 3 weeks. It is paid in a lump sum to major attachment claimants who are 70 years of age or over or to whom a retirement pension has become payable under the Canada Pension Plan or Quebec Pension Plan. In the case of those 70 or over, the application must be within 32 weeks after the 70th birthday as employment weeks are no longer earned after that time. The benefit is paid without a waiting period and without regard to earnings or availability.

The benefit rate for all claims will be 66 2/3 % of the average weekly insurable earnings in the qualifying period with a floor of \$20 per week. For claimants with dependants and whose average qualifying earnings are equal to or less than one-third of the maximum weekly insurable earnings, the benefit rate is 75 %.

Work-related income in excess of 25 % of the weekly benefit rate is deducted. However, when advance benefits are paid to major attachment claimants, any income (as well as availability and capability requirements) in respect of the weeks for which benefit is payable is disregarded and such weeks are deemed weeks of unemployment. In the case of sickness and maternity, proceeds of wage loss policies are not deducted during the waiting period but are deducted after the waiting period; all work-related income is deducted during both the waiting period and after the waiting period has been served.

An initial benefit period is terminated when:

- (a) the claimant has been paid benefits for the maximum number of weeks for which initial benefits may be paid, or
- (b) the benefit period would otherwise terminate, whichever is the earlier.

Immediately following the termination of an initial benefit period, that initial benefit period is re-established for a further period of ten weeks. Benefits are payable at the rates and subject to the provisions applicable to the payment of benefits in an initial benefit period. However, a claimant is not entitled to be paid for any working day for which he fails to prove that he was capable of and available for work and unable to find suitable employment. A re-established initial benefit period is terminated if no benefit is payable to the claimant for a period of four consecutive weeks otherwise than because:

- (a) he was incapable of work because of illness or injury

- (1) il n'exerce pas un emploi qui doit se poursuivre,
- (2) il est capable de travailler et disponible à cette fin, et
- (3) il n'est ni inadmissible, ni exclu du bénéfice de prestations.

Les prestations de maladie sont payables pour un maximum de 15 semaines aux prestataires de la première catégorie dont l'arrêt de rémunération est dû à la maladie, à des blessures corporelles ou à une mise en quarantaine (non compris l'indemnisation des accidents du travail). Si une personne tombe malade pendant qu'elle reçoit des prestations ordinaires, elle a droit aux prestations de maladie, mais la somme de deux périodes de prestation ne doit pas dépasser 15 semaines.

Des prestations de maternité sont versées aux femmes de la première catégorie pour les huit semaines qui précèdent l'accouchement, pour la semaine de l'accouchement et pour les six semaines qui suivent. Ces femmes doivent aussi avoir été actives pendant au moins 10 des 20 semaines qui précèdent la 30e semaine antérieure à la date prévue de l'accouchement.

Les prestations de retraite sont payables pour trois semaines. Elles sont versées forfaitairement aux prestataires de la première catégorie qui sont âgés de 70 ans ou plus ou qui ont déjà acquis le droit de percevoir une pension courante de retraite en vertu du Régime de pensions du Canada ou du Régime de rentes du Québec. Dans le cas des personnes de plus de 70 ans, la demande de prestations doit être faite dans les 32 semaines qui suivent le 70^e anniversaire, car les semaines d'emploi ne sont plus assurables après ce temps. Les prestations sont versées sans délai de carence et sans égard à la rémunération ou à la disponibilité.

Les taux de prestations seront les mêmes pour tous, soit 66 2/3 % de la rémunération moyenne assurable pendant la période de référence, le minimum étant de \$20 par semaine. Dans le cas des prestataires avec personnes à charge dont la rémunération moyenne assurable est égale ou inférieure au tiers du maximum de la rémunération hebdomadaire assurable, le taux des prestations est de 75 %.

Le revenu provenant d'un travail qui dépasse 25 % du taux des prestations hebdomadaires est déduit. Toutefois, lorsque des prestations sont payées par anticipation aux prestataires de la première catégorie, on ne tient pas compte de tout revenu (ainsi que des conditions de disponibilité et de capacité) à l'égard des semaines pour lesquelles des prestations doivent être servies et ces semaines sont censées être des semaines de chômage. En cas de maladie et de maternité, le produit de toute assurance-salaire n'est pas déduit pendant la période de carence, mais il l'est après; tout revenu provenant du travail est déduit pendant et après la période de carence.

Une période initiale de prestations prend fin à celle des deux dates suivantes qui est antérieure à l'autre,

- (a) la date à laquelle le prestataire a perçu des prestations pour le nombre maximum de semaines pour lesquelles des prestations initiales peuvent être payées;
- (b) la date à laquelle cette période se trouverait autrement terminée.

Dès l'expiration d'une période initiale de prestations, il est établi un complément de cette période initiale de prestations pour une durée de dix semaines. Des prestations doivent être servies aux taux et sous réserve des dispositions applicables au service des prestations au cours d'une période initiale de prestations. Toutefois, un prestataire n'est pas admissible à toucher des prestations s'il ne prouve pas qu'il était capable de travailler et disponible à cette fin mais ne pouvait pas obtenir d'emploi convenable ce jour-là. Le complément d'une période initiale de prestations prend fin si le bénéficiaire ne touche pas de prestations pour quatre semaines consécutives pour toute autre raison que l'une des suivantes:

- (a) il était incapable de travailler par suite de maladie ou blessure,

- (b) she was disentitled to benefit (maternity claim),
- (c) he was fully employed during such period, or
- (d) recovery of overpayment.

Otherwise a re-established benefit period terminates at the end of 10 weeks and an extended benefit period is established for the claimant.

An extended benefit period is divided into three phases. The number of weeks of benefit to which a claimant is entitled depends:

- (a) in the first phase:
 - upon the number of weeks of insurable employment in his qualifying period. The claimant must be a major attachment claimant. The duration of this phase is 2 weeks plus one week for every 2 insured weeks in excess of 20 in his qualifying period. The maximum duration is 18 weeks.
- (b) in the second phase:
 - (on completion of the first phase for a major attachment claimant, or on termination of a re-established benefit period for a minor attachment claimant)
 - for claimants who reside in Canada
 - upon the national⁽¹⁾ rate of unemployment. If the national rate is more than 4 % but not more than 5 % - 4 weeks; if the national rate is more than 5 % - 8 weeks. Duration is determined at the time phase two commences.
- (c) in the third phase:
 - (on completion of phase two)
 - (for claimants who reside in Canada)
 - upon the regional rate⁽²⁾ of unemployment. Sixteen UIC regions in Canada have been established. The rate of unemployment in the region where the claimant resides is called the regional rate.

Benefit is payable when (a) the regional rate exceeds 4 % and (b) the regional rate exceeds the national rate⁽²⁾ by more than one percentage point.

Six weeks of benefit are payable when the difference between the regional and national rates are less than or equal to 2 %. Twelve weeks are payable when the difference is greater than 2 % but less than or equal to 3 %. Eighteen weeks are payable when the difference exceeds 3 per cent.

Each month regional and national unemployment rates are computed. The extended benefit period terminates when the regional rate becomes 4 % or less or when the difference between the regional and national rate becomes one percentage point or less.

The rate of weekly benefit payable in the extended benefit period to a claimant without a dependant is 66 2/3 % of the average weekly insurable earnings in the qualifying period; for a claimant with a dependant the rate is 75 %. The minimum weekly amount of benefit payable is 20 dollars - the maximum

(1) seasonally adjusted 3 month moving average of the national rate of unemployment (Labour Force Survey).

(2) unadjusted for seasonality - 12 month moving average (Labour Force Survey).

- (b) il était inadmissible au bénéfice des prestations (demande de prestations pour maternité),
- (c) il était employé à plein temps durant cette période, ou
- (d) il remboursait un trop perçu.

Autrement, le complément d'une période initiale de prestations se termine à la fin des dix semaines et une période de prolongation des prestations est établie au profit du prestataire.

La période de prolongation des prestations est divisée en trois phases. Le nombre de semaines de prestations auxquelles le prestataire a droit dépend:

- (a) dans la première phase:
 - du nombre de semaines d'emploi assurables au cours de sa période de référence. Le prestataire doit appartenir à la première catégorie. La durée de cette phase est de deux semaines, plus une semaine pour chaque deux semaines assurées supérieure à 20 au cours de sa période de référence. La durée maximale est de 18 semaines.
- (b) dans la deuxième phase:
 - (après la première phase dans le cas d'un prestataire de la première catégorie, ou à la fin du complément d'une période de prestations dans le cas d'un prestataire de la deuxième catégorie),
 - pour les prestataires qui résident au Canada
 - du taux national du chômage⁽¹⁾. Si le taux national dépasse 4 % mais n'excède pas 5 %, l'augmentation sera de 4 semaines; si le taux national dépasse 5%, elle sera de 8 semaines. La durée est fixée au moment où la phase 2 commence.
- (c) dans la troisième phase:
 - (après la phase deux)
 - (pour les prestataires qui résident au Canada)
 - du taux régional de chômage⁽²⁾. Seize régions ont été créées au Canada. Le taux de chômage dans la région où le prestataire réside est appelé taux régional.

La prestation est servie lorsque (a) le taux régional dépasse 4 % et (b) le taux régional dépasse le taux national⁽²⁾ de plus d'un point de pourcentage.

Six semaines de prestations sont servies lorsque la différence entre le taux régional et le taux national est inférieure à 2 % ou égale à ce pourcentage. Douze semaines sont servies lorsque la différence est de plus de 2 % mais est inférieure ou égale à 3 %. Dix-huit semaines sont servies lorsque la différence est supérieure à 3 %.

Les taux régional et national de chômage sont calculés tous les mois. La période de prolongation des prestations prend fin lorsque le taux régional atteint 4 % ou moins ou lorsque la différence entre le taux régional et le taux national est de un point de pourcentage ou moins.

Le taux des prestations hebdomadaires payables à un prestataire pour une semaine qui tombe dans une période de prolongation des prestations est de soixante-six et deux-tiers pour cent de la moyenne des rémunérations hebdomadaires assurables pour un prestataire n'ayant personne à charge et de soixantequinze pour cent dans le cas d'un prestataire

(1) Moyenne mobile sur trois mois, données désaisonnalisées (enquête sur la main-d'œuvre).

(2) Moyenne mobile sur douze mois, données brutes (enquête sur la main-d'œuvre).

amount can not exceed 66 2/3 % of the maximum weekly insurable earnings.

A claimant is not entitled to be paid benefit for any working day in a week in an extended benefit period for which he fails to prove that he is capable of and available for work and unable to find suitable employment. An extended benefit period is terminated if no benefit is payable to the claimant for a period of four consecutive weeks otherwise than because

- (a) he was incapable of work because of illness or injury,
- (b) she was disentitled to benefit (maternity claim), or
- (c) recovery of overpayment.

The maximum number of weeks for which benefit may be paid is 51 weeks.

Financing

Employers and employees absorb the benefit cost for initial benefits as well as the administration cost, with the employer rate being 1.4 times the employee rate. The government share is confined to the benefit cost for extended benefits as well as the excess cost of initial benefits that are due to a national unemployment rate greater than 4 per cent. There is no fund and employer and employee contributions are adjusted annually. National Revenue/Taxation commences collection of the contributions effective January 2, 1972. Persons formerly not contributing either because of their occupation or by virtue of being over the salary ceiling will pay a preferred rate for the first 3 years. For those who had been occupationally excluded, the preferred rate is portable. However, in the case of persons formerly excluded because of the salary ceiling, the preferred rate continues only so long as the employee remains with the January 2, 1972, employer. An experience rating formula for large employers may be introduced in 1974 whereby the premium to be paid by an employer for a year will be related to the average yearly lay-off experience of that employer.

The rates of premium for a year are calculated in terms of a percentage of the insurable earnings in that year.

Claimant Assistance Program

The Commission will develop and administer a claimant assistance program to assist claimants to become more employable by providing information and guidance in job searching and by directing claimants, when appropriate, to agencies for job placement, counselling or financial assistance.

ayant une personne à charge. La prestation hebdomadaire minimum ne doit pas être inférieure à \$20 ni supérieure à soixante-six et deux-tiers pour cent du maximum de la rémunération hebdomadaire assurable.

Un prestataire n'est pas admissible au service des prestations pour aucun jour ouvrable d'une semaine d'une période de prolongation des prestations s'il ne prouve pas qu'il était capable de travailler et disponible à cette fin mais ne pouvait pas obtenir d'emploi convenable ce jour-là. Une période de prolongation des prestations d'un prestataire prend fin s'il ne touche pas de prestations pour quatre semaines consécutives pour tout autre raison que l'une des suivantes:

- (a) il était incapable de travailler par suite de maladie ou de blessure
- (b) il était inadmissible au bénéfice des prestations (demande de prestations pour maternité), ou
- (c) il remboursait un trop perçu.

Le nombre maximum de semaines pour lesquelles des prestations peuvent être servies est de 51 semaines.

Financement

Les employeurs et les employés absorbent le coût des prestations initiales ainsi que les frais d'administration, la cotisation patronale étant égale à 1.4 fois la cotisation ouvrière. Le gouvernement prend en charge le coût des prestations prolongées de même que l'excédent du coût des prestations initiales qui doivent être servies lorsque le taux national de chômage dépasse 4 %. Il n'y a pas de fond et les contributions de l'employeur et de l'employé sont ajustées annuellement. Le ministère du Revenu national (Impôt) a commencé à recueillir les contributions à compter du 2 janvier 1972. Les personnes qui ne versaient aucune cotisation en raison de leur profession ou du plafond salarial paieront un taux préférentiel les trois premières années. Dans le cas des personnes qui ont été exclues en raison de leur profession, le taux préférentiel est mobile. Toutefois, dans le cas des personnes exclues en raison du plafond salarial, le taux préférentiel ne reste en vigueur que si l'employé demeure au service de l'employeur pour lequel il travaillait le 2 janvier 1972. Un système de taux particulier pour les employeurs importants pourra être établi en 1974 en vertu duquel la cotisation à payer par un employeur pour une année sera proportionnée à la moyenne des mises à pied annuelles de cet employeur.

Les taux de cotisations d'une année sont exprimés en pourcentage des rémunérations assurables de l'année.

Programme d'aide aux prestataires

La Commission organisera et appliquera un programme d'aide aux prestataires en vue d'améliorer leurs possibilités de trouver un emploi, en leur fournissant renseignements et conseils pour la recherche d'un emploi et en les adressant, lorsqu'il y a lieu, à des organismes s'occupant de placement, d'orientation ou d'aide financière.

UNEMPLOYMENT INSURANCE BENEFIT PRESTATIONS D'ASSURANCE-CHÔMAGE

1010723036

